


DI RUPO VEUT FAIRE PAYER la transition écologique aux riches

 Elio Di Rupo nous présente les propositions "d'écologie sociale" d'un PS qui vire au vert.

► Ce 31 janvier, les différents partis politiques devront remettre leur programme au Bureau du Plan pour les élections de mai prochain. Le PS a choisi de faire figurer dans le sien une forte orientation écologique. Elio Di Rupo, président du parti socialiste, nous a reçus à Mons pour nous présenter les 30 propositions concrètes du PS "pour protéger la planète et ceux qui la peuplent". Ambitieux.

Avec le succès des marches pour le climat, tous les partis semblent subitement placer l'écologie au centre de leur programme.

"Nous n'avons pas attendu Ecolo ni les marches actuelles pour cela. Ce tournant a été pris après le chantier des idées du PS, en novembre 2017, qui faisait suite à des années de travaux. Un des axes principaux était l'écocapitalisme. Nous sommes le parti de la protection sociale, mais nous assumons nos responsabilités en matière d'environnement. On couple les deux priorités. Car ce sont les personnes les moins favorisées qui subissent le plus les problèmes environnementaux. C'est pourquoi nous présentons 30 mesures liées au climat."

Ce n'est pas lié à la percée d'Ecolo aux communales ?

"L'écologie n'est pas l'apanage d'Ecolo. Ils ont le mérite d'avoir été précurseurs. Mais aujourd'hui, nous assumons ces responsabilités."

Il y a 10 ans (Ndlr : avant de devenir Premier ministre), c'était déjà une préoccupation ?

"La prise de conscience était moindre. Il y a eu le travail du Giec... Aujourd'hui, à part Trump et quelques autres, tout le monde

est convaincu qu'il faut faire quelque chose.

Mais la question fondamentale,

c'est quels types d'actions et comment faire en

sorte de ne pas créer une nouvelle

dualité sociale... Si

vous interdisez les voitures diesel de plus de

10 ans, que fait-on des plus défavorisés qui en possèdent ? Ils sont exclus de la société. Il faut les accompagner de mesures incitatives pour que les plus modestes puissent racheter un véhicule plus petit, et moins polluant. Il ne faut pas que seule une partie de la population puisse isoler sa maison et placer des panneaux solaires."

Parlez-nous de ces 30 mesures.

"L'une d'elles : on doit pouvoir mettre clairement sur les étiquettes des produits de consommation le calcul, la valeur de l'empreinte écologique. Comme pour la valeur ca-

lorique des aliments. Un exemple : il faut être malin pour dire s'il faut acheter une voiture essence, diesel, électrique, gaz. Quelles sont leurs empreintes écologiques de fabrication et de consommation ? Il faut en arriver à ce que cette étiquette concerne tous les produits. Mais on doit commencer par ceux qui impactent le plus l'environnement."

Et en matière d'incitants ?

"Les aides économiques aux entreprises sont souvent liées à l'emploi, l'investissement. Nous voulons qu'elles soient aussi liées au développement durable. Une entreprise qui réduirait ses émissions de CO₂ recevrait un bonus financier. Nous ne voulons plus de ces quotas de CO₂ que les entreprises peuvent se racheter entre elles pour augmenter leur capacité de polluer. C'est un concept ultralibéral où ceux qui ont les moyens peuvent polluer."

Et pour l'efficacité énergétique des bâtiments ?

"L'isolation n'est pas un sujet simple. Beaucoup de propriétaires ne franchissent pas le pas. Nous proposons des prêts à taux zéro et de relancer le principe du tiers investisseur. Enfin, il faudra mettre en place une batterie de techniciens capables de conseiller les gens et de vérifier que le travail est bien réalisé. Des propriétaires qui plaquent du double vitrage réalisent souvent que la chaleur ne s'évapore pas à travers la vitre, mais par les châssis. Ils ont dépensé de l'argent sans faire d'économie d'énergie... Les techniciens vérifieraient le travail effectué. S'il n'est pas correctement réalisé, il serait alors possible de se retourner contre ces entreprises. Nous ne voulons pas d'une écologie punitive, mais incitative."

C'est-à-dire ?

"Je me rase tous les jours avec des lames de rasoir Gillette. Mais cela coûte presque 20 € pour 4 lames..."

Quel rapport ?

"Ce coût est lié aux écotaxes ! Or, les gens connaissant des difficultés financières ont aussi le droit d'utiliser ce genre de rasoirs !"

Mais pourra-t-on avancer dans l'écologie sans taxer certains produits polluants ?

"Il faut être parcimonieux et trouver une solution de rechange avant de taxer. Et permettre aux citoyens de polluer moins avec des solutions bon marché."

À la place de Charles Michel, vous auriez aussi augmenté les accises sur le diesel ?

"Je dis ceci : les gens qui habitent dans des lieux éloignés doivent quand même prendre leur voiture. Ce serait autre chose s'il y avait des transports en commun efficaces. La

SNCB s'est vu amputer de 20 % de son budget par ce gouvernement. Nous voulons la refinancer à hauteur de 3 milliards d'euros. Qui pollue le plus ? Le diesel, qui produit de l'oxyde d'azote ou l'essence qui produit du CO₂ ? On ne peut répondre à cette question... Si le gouvernement a taxé le diesel, c'est pour faire rentrer des sous dans les caisses de l'État. En Belgique, c'était pour financer le tax shift. Cela n'a rien à voir avec une question de climat."

Interview > Adrien de Marneffe

Jamais avec la N-VA ? "Je ne serai jamais catégorique"

❑ Pour Di Rupo, ce sont les partis flamands, pas les francophones, qui décideront s'il y a, ou non, un gouvernement avec la N-VA.

Maxime Prévot va remplacer Benoît Lutgen à la tête du CDH. Il n'exclut pas de gouverner avec la N-VA.

"La N-VA, pour les francophones et les Wallons singulièrement, c'est catastrophique. Le confédéralisme, c'est ni plus ni moins que le séparatisme. Cela signifie une Flandre et une Wallonie quasi indépendantes. Et Bart De Wever ne dit pas ce qu'on fait de Bruxelles..."

Dans votre parti, il semble que certains soient plus ouverts que vous sur le sujet.

"Qu'on ait envie de mener une politique pour une prospérité plus intense de la Wallonie, je le comprends. Mais je n'ai entendu personne au parti, parler du confédéralisme ou d'une Wallonie indépendante. Et je les vois tous les lundis !"

Voici quelques semaines, dans l'émission Terzake, vous n'aviez pas exclu de gouverner avec la N-VA.

"Moi, je n'ai jamais dit jamais.

C'est un mot que je n'utilise pas en politique. Mais nous ferons tout pour ne pas gouverner avec eux."

Ce message a déplu à certains aux partis. Car vous n'avez pas été catégorique, contrairement à Paul Magnette.

"Mais je ne le serai jamais ! Que cela plaise ou non. Je conduis le Parti socialiste avec un certain succès. On ne va pas me demander du jour au lendemain de devenir catégorique. Je dis simplement qu'il faut tout faire pour l'éviter. Et puis, cela ne dépend

pas de moi ! La question posée est provocatrice et sans pertinence. Ce ne sont pas les francophones, mais le CDEV, l'Open-VLD, Groen, le SPA qui décideront s'il y a un gouvernement avec la N-VA. C'est à eux qu'il faut poser cette question."

Pour certains, l'idéal serait des coalitions regroupant PS et MR.

"Je suis pour une coalition regroupant les partis les plus progressistes,

avec des mesures qui améliorent réellement la vie des gens. Ce serait difficile avec un MR qui conduirait une politique comme celle voulue par la N-VA ou qui, au niveau wallon, supprime les APE. J'attends de voir leur programme pour analyser les points de convergence."

Comment avez-vous vécu ces dernières années à la tête du PS, avec les affaires ?

"Cela a été très compliqué... Nous avons heureusement franchi ce cap et retrouvé notre énergie en interne."

Où vous voyez-vous à moyen terme ? Quand vous ne serez plus à la tête du PS.

"Une fois que les négociations pour le nouveau gouvernement seront faites, nous verrons. À supposer que j'ai une ambition personnelle, je ne la dirai pas. Ma carrière est faite. Mais je suis un facteur d'équilibre au PS. Il faut de la diversité dans un parti, comme dans la société. Michel Drucker aussi est toujours là !"

“ON DEMANDE PLUS aux gens qui ont plus”

▣ Le PS veut créer un impôt sur la fortune pour les Belges qui possèdent un patrimoine de plus de 1,25 million €

Vous proposez aussi un repas chaud et équilibré gratuit par jour pour chaque écolier. Mais comment financer toutes ces mesures et la transition écologique ?

“Il va falloir que les pouvoirs publics accordent une priorité. On dépense beaucoup d'argent pour soutenir l'économie par des aides. Et dans le budget fédéral, il y a des niches fiscales importantes et très coûteuses. Nous proposons très clairement un impôt sur les patrimoines de plus d'1,25 million €. À l'exclusion de l'habitation privée et de ce qui concerne le commerce ou l'activité professionnelle.”

À quels taux ?

“Les taux que nous proposons sont extrêmement modérés. Une personne qui possède un patrimoine d'1,25 million € (taux de 0,4 %) payerait 5.000 € par an. Les taux augmenteraient pour la tranche supérieure à 0,8 %, etc. Avec ces montants, la Cour des comptes a estimé que cela pourrait rapporter entre 700 millions et 1,3 milliard €.”

Il s'agit de faire payer la transition écologique aux plus riches ?

“Il n'y a rien à faire : les inégalités se sont accrues considérablement un peu partout et en Belgique aussi. Pourtant, on constate qu'il y a de nombreuses personnes aisées, mais qui contribuent peu. Or, il est normal que ceux qui ont les épaules

plus larges puissent contribuer plus au bien-être de la collectivité. On ne s'acharne pas sur une catégorie de personnes. Mais il est normal qu'on demande plus aux gens qui ont plus. Si nous montons au gouvernement, nous mettrons cette proposition sur la table. Il n'est pas normal que la principale contribution à la sécurité sociale vienne du travail et pas des revenus du capital.”

Vous ne craignez pas que les riches fuient ?

“Je note qu'en France, il n'y a pas eu tant de départs que cela. On ne spolie personne. Après la

Première et la Seconde Guerre mondiale, les taux d'impositions des tranches les plus élevées allaient jusqu'à 70 à 80 %. Reagan et Thatcher ont bouleversé ça. Je ne veux pas revenir à 1945. Mais seulement une contribution plus juste. Nous voulons aussi taxer les plus-values, les bénéficiaires sur des actions ou des entreprises. Enfin, il n'est pas normal que les PME payent plus de 25 % d'impôts et que les grandes bénéficient d'optimisations fiscales pour ne presque rien payer. Il faut supprimer cela et qu'elles payent un impôt juste.”

Que vous inspire le cas de ces célébrités française qui viennent en Belgique pour payer moins d'impôts ?

“Je les trouve inciviques.”